

Entre les réunions des chefs de gouvernement, des hauts fonctionnaires se rencontrent pour assurer le suivi des décisions prises par leurs dirigeants à la réunion précédente et s'entendent sur l'ordre du jour de la suivante. Les ministres des finances se rencontrent tous les ans. Les ministres responsables de la santé, de l'éducation, de l'emploi, du droit, des sciences, de la jeunesse et de la condition féminine se rencontrent eux aussi à intervalles réguliers, tandis que les titulaires d'autres portefeuilles se réunissent à l'occasion.

Le Secrétariat du Commonwealth

Le Secrétariat du Commonwealth, qui siège à Londres, a été créé en 1965 pour regrouper et coordonner les nombreux mécanismes de consultation et de coopération qui sont depuis longtemps en place dans les domaines de l'éducation, du droit, des sciences et de la statistique économique, et dans d'autres domaines spécialisés. Avec un effectif de 255 personnes provenant des pays du Commonwealth, le Secrétariat est financé par les gouvernements membres selon un système de quotes-parts.

Le premier secrétaire général (1965-1975), le diplomate canadien Arnold Smith, a conféré au Secrétariat une vocation pratique et un leadership en matière de politiques. Son successeur, M. Shridath Ramphal, ancien ministre des Affaires étrangères du Guyana, a suivi cette orientation. Le troisième secrétaire général du Commonwealth, le chef Emeka Anyaoku, du Nigéria, a assuré la présidence lorsque le Commonwealth a réaffirmé son engagement à l'égard des valeurs politiques fondamentales énoncées dans la Déclaration de Harare de 1991, puis dans le Programme d'action de Millbrook de 1995. L'actuel secrétaire général, M. Don McKinnon, ancien ministre des Affaires étrangères et du Commerce de la Nouvelle-Zélande, a été désigné à ce poste en avril 2000 pour un mandat de quatre ans. Le secrétaire général rend compte à l'ensemble des chefs de gouvernement.

Le Programme pour l'égalité des sexes

Le Commonwealth se propose, conformément à son mandat, d'instaurer un monde où les femmes et les hommes ont les mêmes droits et possibilités à toutes les étapes de leur vie.

À leur réunion d'Auckland, en 1995, les dirigeants ont également adopté le Plan d'action sur l'égalité des sexes et le développement. Ce plan vise à ce que les préoccupations des femmes deviennent une priorité dans toutes les politiques, tous les programmes et toutes les activités des gouvernements membres et du Secrétariat. De plus, les participants à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth ont convenu d'inciter les États membres à faire en sorte qu'avant 2005, au moins 30 p. 100 de leurs dirigeants politiques et des décideurs des secteurs public et privé soient des femmes.